

Consultant National – Recette et Dépense Publique

Lieu :	Port au Prince, HAÏTI
Type de contrat :	Contrat individuel
Niveau du poste :	Consultant National
Langues requises :	Français et Créole/Ayisyen
Durée du contrat initial :	60 Jours ouvrables

Contexte et justification

Haïti fait face, en raison de multiples crises politiques aggravées par des désastres naturels et ceci de façon répétitive depuis des décades, à une détérioration considérable de son économie affectant de plus en plus les conditions socio-économiques de la grande majorité de sa population.

Ceci a entraîné des taux de pauvreté, d'extrême pauvreté et de dépendance aigües qui n'ont fait qu'empirer au point d'atteindre aujourd'hui, et de loin le niveau le plus défavorable faisant d'Haïti, le seul Pays Moins Avancés (PMA).

Le revenu moyen par personne a diminué d'environ un pourcent (1%) par année sur à peu près les trente dernières années pour se chiffrer aujourd'hui, environ 800 \$ par personne, ce qui, pire encore, place Haïti parmi les plus pauvres dans la catégorie des PMA.

Ces crises récurrentes, dont la plus récente a commencé en 2018, a entraîné une récession économique profonde et n'a toujours pas pu être résolue. Elles ont plongé le pays dans un état grave, caractérisé par une gouvernance de plus en plus déficiente et une forte instabilité, causant des taux de croissance négatifs et une pauvreté galopante. Cette situation vient en plus d'être aggravée par la pandémie COVID 19 en cours dans le pays depuis Mars 2020.

La réussite d'une stratégie nationale pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) devient un défi majeur à lever par le pays.

Il est donc indispensable de la formuler en fonction de ces données nouvelles, et de façon objective, pour qu'elle se focalise sur les réformes indispensables à entreprendre afin de permettre ou faciliter l'atteinte de cibles ambitieuses liées aux objectifs du développement durable ou ODD.

En vue de concourir à stabiliser la gouvernance du pays, à une gestion transparente et responsable de la chose publique, axée sur résultats et reddition des comptes, ces réformes indispensables devront être portées par un consensus national, sur de nouvelles bases permettant ainsi de mettre en route un large chantier pour la construction d'un développement durable, inclusif, participatif et soutenu par un pouvoir démocratique, incontestable et une gouvernance à la fois transparente et redevable.

Enfin - et c'est l'aspect prioritaire de ce projet - Haïti nécessite des financements considérables (Aide Publique au Développement ; Emprunts Concessionnels ; Investissements Privés; investissements publics; Investissements mixtes publics-privé ; Investissements mixtes multi-pays (bi, tri, ...) ; Recettes Fiscales ; Lutte contre la Fraude ; Réappropriation des Dépenses ; etc.) pour réussir ce grand chantier de réformes et d'investissements pour la réalisation de cette stratégie Intégrée nationale de financement de projets pour le moins encourageant l'atteinte des objectifs de développement durable découlant de l'Agenda 2030 des NU. En effet, les conséquences des fréquentes années de crises récurrentes ont créé une situation où les options de mobilisation de ressources nationales additionnelles ou d'endettement supplémentaire devront être réévaluées en profondeur.

Présentation du Projet et des différents défis à surmonter

La composante I '**Cadre Intégré National pour le Financement du Développement en Haïti**', déjà approuvée, de la requête conjointe HAÏTI-CSNU auprès du Fonds 'One UN' de l'Organisation des Nations Unies, en attendant l'examen de la composante II : « Haïti : Réalisation des ODD et Résolution de la Crise ; Impératif et Urgence de la Mobilisation du Secteur Privé ».

Ce Fonds est un projet qui a comme objectif d'aider les pays, à travers une action coordonnée et multidisciplinaire associant l'ensemble du Système des Nations Unies présent dans chaque pays, dans cette démarche pour la mobilisation de ressources nécessaires à la réalisation d'une stratégie nationale ambitieuse pour atteindre l'objectif 'ODD 2030' grâce à la réalisation et/ou la promotion de projets concordant avec le programme d'action de l'Agenda du développement durable à l'horizon 2030. En Haïti, il a comme principal objectif de contribuer à renforcer la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'atteinte des ODD découlant du "Cadre Intégré National pour le Financement du Développement ..." visé par la composante I.

Les scénarios identifiés pour la mobilisation de fonds devront mener également à une éventuelle révision des démarches et options en cours sur lesquels jusqu'à ce jour les opportunités de financement et les défis en matière de mise en branle des financements n'ont pas encore été pris en compte.

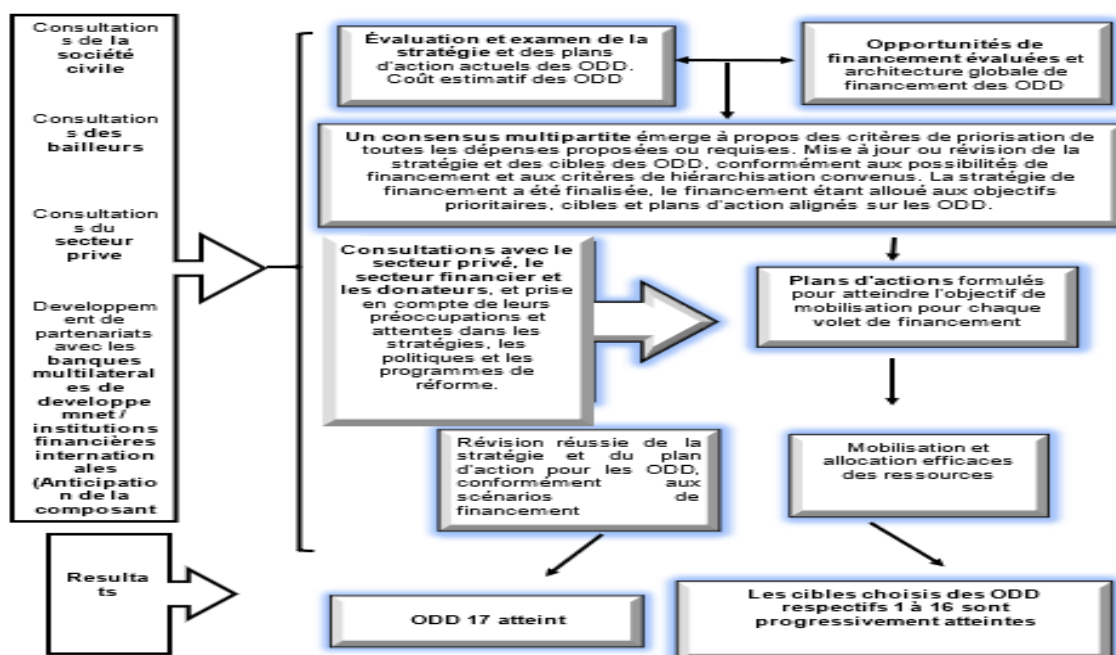
Ce projet conjoint mis en œuvre, coté externe, par les Nations Unies, avec un double appui du PNUD et de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), associera par-là, comme partenaires d'exécution ou acteurs ayant accumulé de l'expérience en Haïti et à l'échelle mondiale – l'équipe de pays des Nations Unies en Haïti (UNCT) ainsi que les agences non-résidentes ayant un mandat ou une expertise avérée dans le domaine, et réunis sous l'égide du Bureau du Coordonnateur Résident ou de la Coordination du Système des Nations Unies.

Ce projet veillera également à organiser une large consultation des acteurs nationaux pour définir les stratégies, les priorités et les objectifs, ainsi que des échanges permanents avec d'autres partenaires clés du secteur privé (national et international), des organisations non-gouvernementales ou du secteur financier, des Banques multilatérales de développement et des partenaires internationaux.

Le chemin vers l'atteinte totale des objectifs du développement durable (ODD) en Haïti, souhaité, va au-delà du terme du projet, il sera long et son aboutissement dépendra de multiples facteurs internes et externes.

La dépendance vis-à-vis des ressources externes pour financer le développement durable en Haïti est un facteur crucial. La mobilisation des ressources financières nécessaires est semée d'embûches, de difficultés majeures accentuées par le contexte actuel de crises multidimensionnelles qui impactent davantage les perspectives de financements futurs.

En général, les pays les moins avancés (PMA) ont progressé plus lentement - ou trop lentement – vers l'atteinte des ODD, notamment en raison du manque de ressources et des faibles progrès dans les transformations structurelles. Les difficultés spécifiques d'Haïti à cet égard justifient ce projet, et elles résultent de plusieurs facteurs principaux :



Premièrement, l'environnement global du financement du développement est devenu encore plus complexe. La CNUCED a calculé que les investissements nécessaires aux PMA pour atteindre les objectifs de développement durable s'élevaient à 120 milliards de dollars par an entre 2015 et 2030, soit trois fois plus le montant mobilisé ou prévu. Au total, la dette des PMA a presque plus que doublé au cours des dix dernières années. L'afflux des investissements directs étrangers vers les PMA ont subi au cours de la même période une contraction de 37 %. En 2017, les donateurs de l'Aide Publique au Développement (APD) ont fourni bien en-dessous de leurs engagements par rapport à l'objectif de contribution de l'APD (17.2). Cette analyse précède en plus la récente crise COVID-19, qui a ajouté des défis supplémentaires à cet objectif de mobilisation de ressources.

Deuxièmement, dans un contexte de financement mondial qui se détériore, Haïti au cours de la dernière décennie a subi le contrecoup encore plus que beaucoup d'autres PMA, pour diverses raisons, notamment (mais pas exclusivement) à cause de son exposition aux chocs de catastrophes naturelles à répétition et de son statut d'île. L'aide publique au développement en Haïti (APD), en dollars constants de 2015 a décliné depuis son pic après le tremblement de terre de 2010, atteignant 5 % du revenu national brut (RNB) au début de la dernière décennie pour arriver à seulement 10 % du RNB actuel. La dette d'Haïti a aussi rapidement augmenté, passant d'un peu plus de 10% du PIB après le tremblement de terre à près de 35% du PIB aujourd'hui. Son encours actuel de dette extérieure place Haïti, à la mi-2019, sur la liste des PMA en situation de surendettement ou à haut risque de surendettement. Haïti n'a pas non plus réussi à faire de percées majeures dans la mobilisation des investissements directs étrangers. Depuis 2010, ces investissements ont atteint en moyenne 150 millions de dollars par an en Haïti. En comparaison du demi-milliard, milliard et deux milliards de dollars (USD) mobilisés par an respectivement par la Jamaïque, les Bahamas et la République dominicaine. Pour ce qui est de la mobilisation des ressources intérieures, la perception des recettes fiscales de Haïti est demeurée constamment entre 12 et 14 % du PIB, en raison du faible niveau de développement économique, de sa politique fiscale régressive et des multiples complexités de la perception efficace et intégrale des impôts dus. En cela, il se classe comme le percepteur le plus faible de la région.

Troisièmement, les crises récurrentes, et en particulier la crise de 2018-2019, ont un impact majeur sur la mobilisation des ressources. Les exportations ont connu une importante contraction. Les partenaires internationaux sont dans l'expectative. Le contexte incertain en matière de gouvernance a empêché certains importants partenaires internationaux comme les banques multilatérales ou régionales, requérant des garanties fiduciaires, d'engager des prêts. Conséquence de la crise, le PIB de 2019 a été négatif entre 1 et 2%. En outre, les dernières prévisions de la Banque mondiale montrent également une estimation négative de croissance d'environ 2% pour 2020 et 2021, ou même 4% tenant en compte l'effet COVID. On estime aujourd'hui que plus de 4 millions de Haïtiens dépendront de l'aide d'urgence en 2020, un chiffre représentant presque le double de celui d'avant-crise.

Les objectifs et résultats attendus du projet

Le projet vise en quatre objectifs prioritaires :

- Premièrement, une réévaluation des principaux piliers de la stratégie nationale de développement, des succès et échecs, des réformes initialement prévues mais non (encore) mises en œuvre, des réformes supplémentaires nécessaires pour mettre la stratégie vers les ODD sur une voie de réalisation de ses cibles aussi rapide que possible. Il ne s'agit pas d'un examen objectif par objectif, mais plutôt d'une réévaluation au niveau macro et des principaux paramètres de développement ayant une incidence directe ou indirecte sur les ODD individuels.
- Deuxièmement, après une analyse approximative du "coût" de l'actuel plan d'action national pour l'atteinte des objectifs de développement durables (mais sans s'engager dans un calcul détaillé des coûts objectif par objectif), un examen de l'architecture et des options de financement sera effectué; des possibilités ou limitations en termes d'alignement des composantes de financement actuelles et potentielles sur les objectifs de développement durable seront analysées; et des possibilités que chacune de ces filières de financement pourrait offrir à court, moyen et long terme seront appréciées. Des plans d'action seront élaborés pour chacune de ces sources de financement, en tenant compte également de l'expérience acquise par d'autres PMA dans des situations presque comparables. Un scénario faible, moyen et élevé sera formulé, afin de montrer les différents avantages et les implications de la réforme et de faciliter ainsi des choix éclairés. En fonction des conclusions relatives à ces scénarios de financement, il pourrait être nécessaire d'adapter davantage la stratégie des ODD revisitée dans le cadre du premier pilier stratégique susmentionné.
- Troisièmement, ce projet, bien que très technique par nature, ne peut être réduit à un exercice technocratique. Les évaluations et les recommandations doivent être placées dans le domaine public. Un vaste débat doit être facilité. La collecte des préoccupations et des aspirations des populations doit faire partie des activités de démarrage et contribuer à la mise en œuvre du projet, et il faut continuer à mener des consultations pour informer davantage sur conclusions et recommandations d'action et de réforme à entreprendre. Une partie importante du budget du projet et de la contribution financière du PNUD au projet appuieront spécifiquement ce processus démocratique et participatif.
- Quatrièmement, il est important que l'attention portée aux aspects financiers d'une stratégie des ODD soit pleinement institutionnalisée, de sorte que le suivi, la mise à jour, la révision, les mesures correctives et l'alerte aux problèmes puissent avoir lieu en permanence, et qu'ils puissent également être intégrés en permanence dans la formulation de la stratégie, dans le lancement de la réforme des politiques et dans le renforcement de l'action de mobilisation de financement, selon les besoins. Une attention particulière sera donc accordée, pendant le projet, à la nécessité de veiller à ce que cette institutionnalisation ait effectivement lieu avant la fin du projet.

Le résultat final de ce projet sera donc un plan d'action de financement convaincant, ambitieux mais réaliste, en faveur d'une stratégie ODD hiérarchisée sur base de critères de priorisation objectifs, comprenant un programme de réforme convaincant et pleinement approuvé par un processus de consultation national; la capacité de poursuivre des efforts similaires et de mettre à jour la stratégie et les plans à l'avenir pleinement institutionnalisés, et avec les partenaires nationaux et internationaux de développement pleinement alignés sur les priorités mises en œuvre à la suite des conclusions et recommandations d'action formulées dans le cadre de ce projet et pleinement attachés à celles-là.

Ce projet, dans les quatre domaines susmentionnés, est non seulement opportun, mais aussi nouveau, dans ses objectifs, sa stratégie de mise en œuvre et de sensibilisation. S'il est réalisé avec succès, il devrait donner un nouvel élan à la réalisation des ODD et fournir aux bailleurs de fonds ou aux sources de financement (APD, secteur financier, secteur privé et contribuables) un plan d'action convaincant qui promet des progrès efficaces en vue du développement poursuivi, un programme de réforme national valide et approprié, mais aussi les garanties nécessaires que les ressources seront bien dépensées et fournira, lorsque ces sources en raison de leur nature l'exigent, tels que en ce qui concerne les investissements privés, l'espoir (légitime) de retour sur l'investissement.

Coordination du Projet

En tant qu'entité nationale chargée de la planification et de la coordination du développement, le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) dirigera la coordination du projet et bénéficiera d'appuis fournis dans le cadre de ce projet pour renforcer sa capacité à assumer cette tâche supplémentaire. La coordination du projet sera intégrée à la responsabilité centrale de planification et de coordination du MPCE. Cette capacité, et la capacité de mobiliser l'éventail le plus large de ministères autour des questions centrales de stratégie et de planification du développement, ont déjà été démontrées avec succès au cours de la phase de conception, grâce aux séances de brainstorming réussies initiées par le MPCE dans le cadre de l'élaboration de ce projet. (Ce rôle central de coordination du CPMM sera "partagé" en ce qui concerne les dimensions spécifiques des projets relevant du domaine d'expertise et des mandats de ces ministères, avec le MICT, Le MARNDR, MAST, MCI et le MEF).

Objectifs de cette Consultation

Cette consultation est une des cinq consultations proposées à être entreprises lors du démarrage du projet, même avant l'arrivée en fonction de l'équipe de projet, et d'une durée estimée d'un mois, sur les sujets suivants :

- L'Aide Publique au Développement ;
- Les investissements privés (Externes et Nationaux) ;

- La Recette et la Dépense Publique ;
- Les Stratégies Nationales de Développement, OMD et ODD ;
- Initiative pour un Sondage Citoyen Trimestriel.
- Le formatage du Budget national depuis les 20 dernières années

A. Coordination du Projet

En tant qu'entité nationale chargée de la planification et de la coordination du développement, le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) dirigera la coordination du projet et bénéficiera d'appuis fournis dans le cadre de ce projet pour renforcer sa capacité à assumer cette tâche supplémentaire. La coordination du projet sera intégrée à la responsabilité centrale de planification et de coordination du MPCE. Cette capacité, et la capacité de mobiliser l'éventail le plus large de ministères autour des questions centrales de stratégie et de planification du développement, ont déjà été démontrées avec succès au cours de la phase de conception, grâce aux séances de brainstorming réussies initiées par le MPCE dans le cadre de l'élaboration de ce projet. (Ce rôle central de coordination du CPMM sera "partagé" en ce qui concerne les dimensions spécifiques des projets relevant du domaine d'expertise et des mandats de ces ministères, avec le MICT, le MAST, MAST et MCI).

Objectifs de cette Consultation

Cette consultation est une des six consultations proposées à être entreprises lors du démarrage du projet, même avant l'arrivée en fonction de l'équipe de projet, et d'une durée estimée d'un mois, sur les sujets suivants :

- L'Aide Publique au Développement ;
- Les investissements privés (Externes et Nationaux) ;
- La Recette et la Dépense Publique ;
- Les Stratégies Nationales de Développement, OMDs et ODD ; et
- Initiative pour un Sondage Citoyen Trimestriel.
- Le budget national de ses 20 dernières années

La présente consultation concerne le sujet : la recette et la dépense publique) et aura comme objectif de présenter une première vue d'ensemble sur la matière, et qui pourra par la suite guider le projet et être plus approfondie par les analyses et débats qui suivront.

Spécifiquement, il s'agira de présenter :

- L'évolution sur les vingt dernières années de la recette et la dépense publique, les principales sources, les secteurs prioritaires, et d'analyser les Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces ;
- La Priorisation (des allocations budgétaires) et lien avec les stratégies nationales de développement OMD/ODD ;
- L'efficacité et l'impact de la recette et la dépense publique ;
- Corrélation entre les programmes d'investissement public, les priorités définies et les exigences fondamentales et/ou constitutionnelles
- Les leçons à tirer sur base d'une comparaison régionale ;

- La part des flux de financement d’Haïti parmi les pays de la région et /ou par rapport à d’autres PMAs ;
- Les principales conclusions des évaluations conduites ;
- Les options pour une plus importante mobilisation de la recette fiscale ;

TACHES DU CONSULTANT

- 1) Aider à élaborer de nouvelles approches qui incorporent différentes facettes de l’activité gouvernementale.
- 2) Dégager l’intuition des effets de la politique fiscale suivant la nature et la durée de la politique de dépenses ou de taxation mise en œuvre.
- 3) Identifier les canaux de la transmission de la politique fiscale.
- 4) Connaître les effets multiplicateurs et des questions reliées à l’endogénéisation de la politique fiscale

METHODOLOGIE

Sur le plan méthodologique, l’étude se basera sur une analyse documentaire et des benchmarks pays, des entretiens avec les responsables de l’administration, et des techniques d’analyse quantitative. Une bibliographie de référence sera remise au consultant au début de la mission. Il appartiendra au consultant d’identifier les sources documentaires nécessaires à la réalisation de l’étude.

Le consultant s’attachera à exploiter toutes les données disponibles, en mentionnant de manière précise les sources, les unités et les dates correspondant aux chiffres ou informations fournies pour appuyer l’analyse.

Le consultant apportera sa contribution et participera aux différents ateliers de validation thématiques, régionaux et sectoriels du PNUD (présentation du contenu des drafts) et tiendra compte des observations et recommandations y afférentes lors de la version finale du document.

A noter que le consultant sera sollicité à participer aux réunions techniques de travail organisées et travaillera sous la coordination technique du conseiller économique du PNUD, assisté par le Directeur des Affaires Administratives et du Budget du MPCE.

Résultats attendus

L’étude fournira un rapport sur la situation de la recette et la dépense publique tout en prenant en compte les objectifs spécifiques ;

Un rapport détaillé qui traite l’analyse du Revenu fiscal et Dépenses publiques en Haïti où l’analyse est appuyée par des indicateurs précis, illustrations précises, des exemples, des études de cas et des comparaisons avec d’autres pays et où les recommandations s’appuient sur les contraintes (comment surmonter les contraintes) et opportunités identifiées.

Une note technique sur le cadre théorique d’analyse et sur les données/informations avec notamment des commentaires sur les limites éventuelles de l’analyse ; limites imposées soit par non-

disponibilité de certaines données, soit par la non-conformité au contexte national des cadres théoriques adoptées.

Déroulement de la mission

La mission se déroulera en quatre étapes :

- **Etape 1** : Cadrage de la mission et présentation de la méthodologie

Lors du démarrage de la mission, une réunion de cadrage sera organisée avec le consultant afin d'harmoniser la compréhension des termes de références ainsi que la démarche à suivre pour une bonne exécution de la mission.

Le consultant fournira la méthodologie et le planning d'exécution de la mission pour validation. Le principal livrable attendu ici est la note de cadrage et la méthodologie.

- **Etape 2** : La collecte des informations utiles

Le consultant réalisera une étude de l'existant sur la base de la documentation disponible, il s'agira entre autres de présenter l'évolution sur les vingt dernières années de la recette, l'efficacité et l'impact des dépenses publiques (des investissements... ; l'orientation générale des budgets sur les 20 dernières années.

En outre le consultant se rapprochera des institutions gouvernementales, de la société civile, des organisations internationales, des bailleurs et du secteur privé pour une triangulation des informations.

Le principal livrable attendu est le rapport de l'étude de l'existant en se basant sur les objectifs spécifiques listés ci-dessus.

- **Etape 3** : L'élaboration d'un document regroupant les conclusions des différentes consultations

Le consultant fournira un rapport regroupant les conclusions des différentes consultations menées auprès de la société civile, des bailleurs et du secteur privé. Il devra fournir aussi des stratégies de développement de partenariat avec les banques et les institutions financières internationales ainsi que de reformatage du budget pour prendre aussi en compte la promotion du développement durable et des ODD.

Le principal livrable attendu est le rapport des conclusions des consultations.

- **Etape 4** : L'élaboration du rapport final

Il sera la synthèse des documents cités ci-dessus. Le livrable attendu est le rapport présentant la situation de la recette et la dépense ainsi que de l'investissement public en Haïti.

Profil du consultant

Le consultant national devrait avoir les qualifications et expériences suivantes :

Education :

- Diplôme d'études supérieures (Master ou plus) en sciences économiques, finances, sciences sociales ou dans un domaine connexe.

Expérience et compétences :

- Expérience avérée (au moins 7 ans) dans l'analyse, suivi et évaluation des politiques nationales de développement ;
- Justifier d'une expérience en travaux similaires ;
- Connaissance du milieu socioéconomique haïtien serait un atout ;
- Connaissance approfondie de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et les ODD
- Bonne connaissance de la thématique de l'aide publique au développement ;
- Une connaissance générale du climat des investissements dans la région Caraïbes serait un atout ;
- Bonne connaissance du Système des Nations Unies ; une expérience antérieure avec le PNUD serait un atout ;
- Capacité d'analyse, de proposition et d'innovation pour répondre à la mission et réaliser les livrables attendus (cités précédemment) ;
- Excellente maîtrise du français ; maîtrise de l'anglais sera un atout.
- Faire preuve de tact diplomatique et d'écoute aux besoins et spécificités existantes ;
- Maîtrise des outils informatiques, dont les applications Microsoft (Word, Excel, Power Point) ;
- Respect de la diversité culturelle, le sexe, la religion, la race, la nationalité, l'âge.

Livrables et suivi de la mission

Les livrables attendus sont ceux cités aux étapes ci-dessus en tenant compte des différents objectifs spécifiques. Le produit final devra être présenté dans un atelier de validation.

Livrables	Critères de qualité	Délai
Note méthodologique avec un chronogramme détaillé de la mission	• Document de méthodologie avec un plan détaillé du rapport et chronogramme réaliste qui intègre toutes les étapes importantes de la mission suivant une démarche claire, cohérente et en accord avec les TDR	5 jours après signature du contrat
Version provisoire du rapport sur le Revenu fiscal et Dépenses publiques en Haïti	• Présentation des informations clés attendus de façon claire et synthétique • Le rapport est en cohérence et en accord avec le TDR et la méthodologie proposée. • La mise en page et la syntaxe sont jugées agréables, et le texte est sans faute de français.	30 jours
Version finale du rapport sur l'analyse du Revenu fiscal et Dépenses publiques en Haïti en français.	• Prise en compte des observations pertinentes formulées vis-à-vis de la version provisoire du rapport (prise en compte des commentaires et remarques ou nouveaux éléments évoqués lors des concertations thématiques.	20 jours

Durée de la mission

La mission se déroulera en partie à Port au prince avec possible déplacement en province pour collecter les informations requises sur le terrain pour une durée de 60 jours ouvrables.

Les engagements contractuels de la mission seront accomplis avec l'approbation du rapport final.

Critères de sélection :

Proposition technique - 70/100 ;

Proposition financière - 30/100.

Documents à inclure dans la soumission de la proposition

Les candidats intéressés doivent présenter les documents/renseignements suivants pour démontrer leurs qualifications :

- Une Proposition Technique : (Enveloppe/Fichier N°1)
 - Note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les raisons de la candidature : Brève présentation de l'approche méthodologique (assortie d'un chronogramme) et de l'organisation de la mission envisagée ;
 - CV incluant : L'expérience acquise dans des projets similaires avec au moins 3 références ;
- Une Proposition Financière : Contrats forfaitaires (enveloppe/Fichier N°2)

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.